

Chapitre 1 : Analyse des chiffres

Il faut cependant être prudent dans l'analyse de ces chiffres car une grande part de ce taux est constituée par les cotisations sociales (environ 38 %) qui financent la protection sociale contre les risques sociaux (la maladie, la vieillesse et le risque de perte d'emploi). Or, les cotisations sont prélevées sur les fruits du travail pour être reversés à ceux qui ont cotisés. Cela est révélateur du choix des sociétés dans d'autres pays européens où le taux de prélèvement obligatoire est plus faible, mais ce sont les assurances privées non comptées dans les dépenses publiques qui prennent en charge une large partie des risques sociaux (notamment la maladie et la retraite). De plus, les dépenses publiques contribuent directement (dépenses d'investissement) ou indirectement (redistribution de revenu, donc de pouvoir d'achat) à soutenir la demande sur le marché de biens et services donc à la croissance.